

Compte-Rendu CTL
Suppressions d'Emplois

10 Janvier 2019
(1^{ière} convocation)

<http://solidairesfinancespubliques.fr>

Boîte 29 - 80 Rue de Montreuil 75011 PARIS - Tél. 01.44.64.64.44 - Fax 01.43.48.96.16 - contact@solidairesfinancespubliques.fr

Madame la Présidente, que vient faire cet éloge du PAS en CTL Suppressions d'Emplois?

Ce jeudi 10 janvier 2019 se tenait le CTL Suppressions d'emplois de la Dircofi Nord...

Contre toute attente, Madame Payart, présidente de séance, s'est livrée à un monologue sur la réforme du PAS. Elle a longuement expliqué que le PAS était la « réforme phare » de la DGFIP...et que « collectivement nous en sortirons plus forts ».

Certes, si les Dircofis ne sont pas immédiatement concernées par le PAS, peut-être aurons-nous dans un an des VP PAS.

Bref, il faut être fier collectivement de ce qui est fait dans notre maison...et par la prime de 200€ le ministre exprime sa satisfaction et reconnaît le travail des agents.

Madame Payart persiste et signe. Comme pour ses vœux de nouvelle année (cf notre déclaration liminaire), elle se prend au jeu du discours politique un peu trop enthousiaste et va jusqu'à dénoncer une agitation médiatique un peu trop à charge!

Pour aborder l'unique sujet inscrit à l'ordre du jour de ce CTL, les suppressions d'emplois, l'enthousiasme redescend mais pour autant le discours du « je fais ce qu'on me demande de faire » est tout aussi bien asséné que rôdé.

Et sans aucun état d'âme, madame Payart indique que pour 2020, il faut effectivement s'attendre à des suppressions d'emplois plus nombreuses

Assumées donc les suppressions d'emplois puisque la DG les dicte.

Pour S. Payart et J. Peudecoeur, l'exercice est donc de les mener de la manière la plus réfléchie et la plus efficace possible.

Pour arrêter ses choix, la direction a tenu compte pour les inspecteurs de la volumétrie des brigades, et pour les agents C et B de l'équilibre des forces en présence.

Pour la Dircofi Nord, les suppressions d'emplois proposées au CTL portent:

pour les cadres A sur

- un emploi de vérificateur à la **BV2 La Madeleine** (départ à la retraite programmé au printemps)
- un emploi de vérificateur à la **BV 14 Rouen** (poste inoccupé suite à un congé formation longue durée)

pour les cadres B sur

- un emploi de contrôleur de brigade à la **BV3 La Madeleine** (décision de la DG de ne pas pourvoir ce poste lors du mouvement de mutation de septembre 2018)
- un emploi de contrôleur de brigade à la **BV4 La Madeleine** (départ à la retraite)

pour les cadres C sur

- un emploi de secrétaire de brigade à la **BV17 Evreux**

- un emploi de secrétaire de brigade à la **BV20 Beauvais** (poste non pourvu lors du dernier mouvement de mutation)

Au regard de la méthode employée pour supprimer les emplois, tous les emplois vacants à ce jour, qui resteront vacants à l'issue du prochain mouvement de mutation ou qui sont susceptibles de devenir vacants (retraite, longue maladie, promotion..) sont des emplois en **DANGER** qui viennent alimenter le vivier des futures suppressions...et si ce n'est pas suffisant, on supprimera alors des postes occupés!

Ce que le politique veut, la DG lui donnera,
Ce que la DG veut, les directeurs locaux lui donneront,
Et le tout sans état d'âme!
Que du mépris pour les agents
Que du mépris pour les missions!

Avec le souci de défendre tous les agents de la Dircofi Nord, les élus Solidaires Finances Publiques ont voté contre ce projet mortifère.

Il est 11H30, la séance est levée.

MOBILISATION DES SECTIONS SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES DE L'INTER-REGION NORD LE 11 DECEMBRE 2018

Dès l'annonce des suppressions d'emplois (cf notre courriel « alerte infos » du 04/12/2018), Solidaires Finances Publiques s'est mobilisé.

Ainsi, le 11/12/2018, date de la première convocation du CTR, entérinant les suppressions d'emplois à la DGFIP, les sections Solidaires Finances Publiques du Pas-de-Calais, du Nord, de la **Dircofi Nord**, de la DISI Nord, de l'Aisne, de la Somme et de l'Eure ont tenu un sitting devant les locaux de la Délégation du Directeur Général, 13 bd de la Liberté à Lille.

Bravant le frimas local, nous sommes restés devant la Délégation afin d'obtenir une audience auprès de Mme Bonel, déléguée de l'inter-région Nord afin de dénoncer les 530 suppressions d'emplois qui toucheront les Hauts-de-France et la Normandie.

Absente de ses locaux, nous avons pu nous entretenir par téléphone avec Mme Bonel et aborder différents sujets (emplois, restructurations, devenir des missions, conditions de vie au travail...)

Rendez-vous est pris pour une audience en bonne et due forme. A suivre...

